

Le déficit budgétaire des pays de l'OCDE diminue... mais la dette totale continue d'augmenter !

Pour la première fois depuis 2011, l'OCDE note des finances publiques moins tendues en raison d'une baisse des nouvelles dettes.

Cependant, même si c'est légèrement moins vite, la dette totale des pays de l'OCDE continue d'augmenter. Mais cette information ne signifie pas que tous les feux sont au vert pour les marchés obligataires, bien au contraire.

La dette publique totale va passer de 38 400 milliards de dollars en 2013 à 39 800 en 2014 (environ 77% du PIB). Elle ne sera jamais remboursée. Pour rembourser une obligation arrivée à terme, le gouvernement émet une nouvelle obligation.

Le montant brut du financement d'une année est la somme du nouveau déficit budgétaire + celle nécessaire pour rembourser les arrivées à échéance. Les besoins d'emprunt brut des pays de l'OCDE ont été de 11 000 milliards de dollars en 2012, 10 800 en 2013 et seront de 10 600 en 2014.

* Un danger passé sous silence...

Cette façon de refinancer les dettes comporte un danger particulier. Les rendements obligataires sont actuellement très bas ; mais si les banques centrales reviennent à une politique monétaire "normale" qui n'est ni expansive ni restrictive, nous assisterons automatiquement à une hausse des rendements. Le montant des intérêts sur la dette sera alors bien plus élevé qu'à présent.

La dette publique des Etats-Unis se monte actuellement à 18 200 milliards de dollars. Une hypothèse optimiste prévoit un montant annuel des nouvelles dettes de 1 000 milliards ainsi. Ainsi, début 2016, la dette publique atteindra plus de 20 000 milliards et en 2020 à peu près 25 000 milliards.

Au taux moyen de 2,4% pour une durée moyenne de 5,6 ans (données CBO), les intérêts débiteurs s'élèvent actuellement à 400 milliards. Ils atteindront 668 milliards en 2020, si les taux d'intérêt se stabilisent à 3%, 1 000 milliards à un taux de 4%, et 1 285 milliards à un taux de 5%.

L'OCDE cite en particulier le Japon et les Etats-Unis comme les pays les plus en danger. En Europe ce sont l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France qui sont le plus exposés.

En conclusion, les gestionnaires des émissions obligataires de nombreux pays de l'OCDE doivent mettre en œuvre des stratégies adaptées. D'ici 2016, c'est 29% de la dette totale qui doit être refinancée...